



SERVICES SOCIAUX EN DANGER!!!!

L'action sociale au ministère est aujourd'hui lourdement menacée. Des informations concordantes font état d'une évolution inquiétante des moyens humains et financiers qui lui sont accordés par notre Administration Centrale.

Dans un contexte de suppressions d'emplois incessantes à la DGFIP, il semblerait que l'État employeur ait la ferme intention de « rationaliser » l'action sociale dans notre Ministère. Des projets de régionalisation sont à l'étude et les délégations départementales se verraient petit à petit vidées de leur substance par la perte d'un certain nombre de missions qu'elles assumaient jusqu'à maintenant. Au prétexte des contraintes du passage à Chorus, il est en effet prévu de créer une plate forme régionale dirigée par un chef de support nommé par le Secrétariat Général qui regroupera des fonctions comptables et des fonctions de support. Un secrétariat dédié aux médecins de prévention et aux assistants de service social y serait également implanté. La délégation départementale quant à elle se contenterait d'animer le CDAS (Conseil Départemental de l'Action Sociale), le suivi du BIL (Budget d'Initiative Locale), et l'information des agents.

La traque aux emplois « récupérables » semble aussi lancée sur les emplois d'assistant(e)s des délégations départementales : les départements de moins de 1000 agents n'en seraient plus dotés et dans ceux de plus de 1000 agents, les assistants qui partiront, pour une raison quelconque, ne seraient pas remplacés.

Pour la CGT Finances Publiques du Gers, ces projets ,s'ils devaient se concrétiser, sont parfaitement inadmissibles. Dans une période où le pacte social issu de la Libération est attaqué de toutes parts par des décisions politiques violentes et injustes, ce sont les agents de la DGFIP et plus largement du ministère qui devraient une fois de plus en faire les frais. Ce sont pourtant eux qui voient leur pouvoir d'achat baisser en flèche, leurs conditions de travail se détériorer quotidiennement et par là même générer du stress et un mal être professionnel. Ce sont eux les premiers bénéficiaires potentiels de l'aide sociale. Il est évident qu'en s'attaquant aux structures par le biais des emplois, c'est à terme, la notion même de « services sociaux » qui est menacée de disparition à très brève échéance. Encore une fois, c'est au détriment des agents que l'administration envisage de détruire une structure de première utilité en cédant au dogme de la réduction des déficits publics et des suppressions d'emplois.

Bien évidemment, la CGT Finances Publiques du Gers ne manquera pas d'interpeller rapidement le président du CDAS sur le devenir des services sociaux dans notre département.

Auch, le 28/02/2011